

Je termine par ces observations. C'est le genre même de socialisme que nous promettons aujourd'hui ceux qui siègent aux premières banquettes libérales. Il amoindrira et étranglera l'industrie. Au lieu d'augmenter, la productivité du pays s'en ira à vau-l'eau, et nous dégringolerons au bas de l'échelle, en tant que nation commerçante et industrielle.

M. Peters: L'honorable député me permettra-t-il de lui poser une question avant qu'il reprenne son siège? N'avouera-t-il pas que la création d'un ministère des Forêts, il y a un an, entre dans une catégorie qui rend ce ministère-là sujet à la critique qu'il a formulée contre la résolution à l'étude?

M. Woolliams: Non, parce qu'il s'agissait d'une industrie en particulier, comme celle de l'agriculture. Nous n'avons pas institué deux ministres de l'Agriculture pour dresser l'Est contre l'Ouest. Nous avons créé un nouveau ministère pour qu'il s'occupe d'un genre d'industrie en particulier. Mais le ministère que l'on se propose maintenant d'instaurer englobe tout. Le gouvernement veut dominer toute l'industrie du pays.

(Texte)

M. Rondeau: Monsieur le président, je suis heureux de participer au débat sur le projet de résolution visant la création d'un nouveau ministère de l'Industrie.

La circonscription de Shefford que j'ai l'honneur de représenter et que vous connaissez bien, monsieur le président, est une circonscription semi-urbaine, semi-rurale qui compte nombre de citoyens qui se sont dévoués tout spécialement à son industrie et à celle de la province en général.

La ville de Granby, la princesse des Cantons de l'Est, est reconnue pour avoir le plus grand nombre d'industries—et elles sont très variées—dans ses murs. Étant industriel moi-même, je connais assez bien les nombreux problèmes auxquels nos industriels ont à faire face de nos jours et c'est pourquoi il me fait plaisir de prendre part à ce débat, car nous ne sommes pas les seuls, nous députés, à nous intéresser aux problèmes de l'industrie.

Au fait, nous savons avec quelle minutie et quel souci tous les échevins, tous les maires, tous les comités industriels de la province de Québec et du Canada en général s'intéressent à l'établissement de nouvelles industries.

Étant donné que la conjoncture économique canadienne a beaucoup évolué depuis 50 ans, et ce particulièrement dans le domaine industriel, il faut reconnaître que les problèmes auxquels les industriels ont à faire face aujourd'hui ne sont pas les mêmes qu'il y a 50 ans. Au fait, il est logique et normal de confier à un nouveau ministère les problèmes auxquels les industriels doivent faire face

aujourd'hui, et ce non pas dans le dessein d'avoir de nouveaux bureaucrates, mais bien d'aider à faire sauter les obstacles contre lesquels les industriels se heurtent de nos jours, car si le but de cette proposition était d'augmenter le nombre des bureaucrates au sein de l'administration fédérale, il ne serait certes pas sage d'ajouter un nouveau ministère.

Monsieur le président, *Le Devoir* d'aujourd'hui relate que depuis le 8 avril dernier, il y a environ 10,000 chômeurs de plus qu'il n'y en avait l'an dernier, à la même date. Il ne faut pas croire que nous allons régler le problème du chômage au Canada seulement en créant de nouvelles industries, car depuis 25 ans, plus nous avons créé de nouvelles industries, plus nous avons vu le chômage augmenter.

Pourquoi? Parce que la solution à la situation du chômage n'est pas d'augmenter le nombre d'industries, puisque le but de l'industrie n'est pas de procurer de l'emploi, mais des produits. Au fait, aujourd'hui, l'industriel doit fabriquer, diriger son entreprise et écouler sa marchandise. Il doit la fabriquer d'une qualité supérieure et à un prix des plus «compétitifs». Il doit également administrer son entreprise le plus économiquement possible afin de pouvoir faire face à la concurrence. Et après avoir fabriqué une marchandise de très bonne qualité, au plus bas prix possible, il doit l'écouler, et c'est surtout dans ce domaine que le gouvernement fédéral, par l'intermédiaire de son nouveau ministère, devra aider aux industriels à régler leurs problèmes.

Aujourd'hui, les industriels ne manquent pas de production; je ne crois pas qu'un seul député puisse se lever et dire que nous manquons de telle chose en particulier, au Canada, pays d'abondance. Au fait, nous avons des produits en abondance et nos entrepôts sont remplis à craquer. Si le gouvernement a l'intention d'augmenter la productivité du Canada seulement au moyen de l'établissement d'un ministère de l'Industrie, je crois qu'il fait erreur, car si l'on continue à se servir des mêmes remèdes que l'on a toujours connus dans le passé, on ne réglera pas la situation.

Et ce qui m'étonne le plus, c'est d'entendre mon honorable ami, le représentant de Bow-River (M. Woolliams) suggérer que le moyen d'aider aux industriels est de demander au gouvernement fédéral de supprimer les taxes qui frappent actuellement l'industrie. Monsieur le président, il me semble que l'honorable député aurait dû faire cette suggestion il y a trois mois, alors que son parti était au pouvoir. Au fait, s'il avait réussi à convaincre son parti du bien-fondé de sa suggestion, il n'aurait pas besoin, aujourd'hui, de réclamer l'abolition des taxes, car celles que nous